

Mediapart

20 août 2020

«L'Occident a financé et légitimé une parodie de démocratie formelle en Haïti»

PAR [DELAUNAY MATTHIEU](#)

[HTTPS://BLOGS.MEDIAPART.FR/DELAUNAY-MATTHIEU/BLOG/060820/LOCCIDENT-FINANCE-ET-LEGITIME-UNE-PARODIE-DE-DEMOCRATIE-FORMELLE-EN-HAITI](https://blogs.mediapart.fr/delaunay-matthieu/blog/060820/loccident-finance-et-legitime-une-parodie-de-democratie-formelle-en-haiti)

Lyonel Trouillot, romancier, poète, journaliste et professeur de littérature revient sur la situation que traverse Haïti où il vit toujours. Il explique les drames vécus quotidiennement par ses compatriotes, quelques mois avant une élection présidentielle qui s'annonce explosive.

Pour quelqu'un qui aurait vaguement entendu parler d'Haïti, quels sont les éléments qui vous semblent essentiels à connaître pour comprendre les soubresauts qui secouent votre pays ?

Je ferai court en disant que la modernité installée par la révolution haïtienne (anti coloniale, anti raciste, anti esclavagiste) en 1804 est mise sous séquestre dès 1806, au profit d'une alliance entre une oligarchie d'affaires et une oligarchie politique qui se partagent les richesses sans installer une sphère commune de citoyenneté. Aujourd'hui, ce système qui a perduré ne peut se régénérer que par la répression et la corruption, face aux revendications appelant à la transformation des rapports sociaux dans le sens des intérêts de la majorité. Ce dont Michel Martelly, (Président de la République d'Haïti entre 2011 et 2016, ndlr) le Président actuel, Jovenel Moïse et le Parti haïtien Tèt Kale (PHTK, ndlr) sont le nom, c'est cette volonté rétrograde de perpétuer ces structures et mécanismes de domination-exclusion-répression. C'est une guerre ouverte entre une volonté de continuité et une demande de rupture. La communauté internationale soutient cette volonté de continuité sous prétexte de formalisme. Tous les canaux institutionnels sont interdits au peuple condamné à inventer des moyens d'expression de sa révolte et de sa volonté. C'est une honte de voir que ce combat pour une démocratie réelle n'a pas le soutien de l'Occident. C'est ce que le lecteur occidental doit savoir : en Haïti un peuple se bat contre des voleurs et des assassins protégés par l'Occident au nom d'une apparence de démocratie formelle qui ne convainc plus personne. On a envie de crier « Black countries matter ». On le crie, mais les États et les institutions refusent d'entendre le cri. Espérons que les sociétés civiles occidentales feront mieux qu'eux.

Comment le pays a-t-il vécu la pandémie de COVID-19 ?

Il n'y a eu, ni cohérence, ni transparence de la part du gouvernement. Des mesures contradictoires ont été prises, suivies par d'autres mesures contradictoires. Il y a aussi des soupçons de gaspillage et de corruption sur les sommes officiellement allouées à la lutte contre cette pandémie. Au début, la population refusait de croire à l'existence de la maladie : « Si le président le dit, c'est que c'est faux » disait-elle. Les cas répertoriés ont changé la perception et la population a essayé de se protéger comme elle pouvait, en ayant recours aux procédés de sa médecine traditionnelle.

Comment se porte la contestation ? J'ai ouï dire que nous nous rapprochions singulièrement de la situation dramatique qu'a connue l'île en 2004-2005. Qu'en pensez-vous ?

On peut établir un rapprochement, puisque la demande collective est le départ d'un pouvoir pris dans une dérive autoritaire. Mais cette fois-ci, cette demande s'accompagne d'une exigence de changements profonds dans le fonctionnement global de l'État, dans les rapports sociaux qui produisent trop d'inégalités sociales, des mesures immédiates pour l'amélioration des conditions d'existence des masses, la reconquête des libertés. Ce que le pouvoir actuel matérialise et symbolise, plus que tout autre dans notre histoire récente, c'est l'utilisation du pouvoir politique pour l'enrichissement personnel, au prix d'un mépris total des droits des citoyens. La répression est énorme dans les milieux populaires. Mais c'est le pays qui est dans l'opposition, qui fait opposition à toute continuité du pouvoir de Jovenel Moïse. Il n'y a pas de réconciliation possible.

Quelle partie a joué la communauté internationale depuis le début des années 1990 ? Elle semble avoir tout fait pour maintenir Haïti dans un état de dépendance mortifère. Pourriez-vous expliquer ce jeu et ces intérêts à agir de telle façon ?

Elle est partie prenante de la catastrophe. Elle a financé et légitimé une ridicule parodie de démocratie formelle sur fond d'élections truquées, boycottées par le gros de la population. Elle a entraîné Haïti dans une logique de faux-semblant en partenariat avec des pouvoirs corrompus : « laissez-nous faire, et vous gouvernez à votre guise ». Récemment, des gangs se sont fédérés publiquement, et se sont donnés un nom : le G9. Ni les ambassades, ni les institutions internationales n'ont condamné cette alliance. Pour ne pas perdre la face et cacher leur responsabilité, des institutions

internationales parlent encore de la tenue d'élections sous la présidence de Jovenel Moïse, alors que toutes les instances haïtiennes affirment que ce n'est pas possible. A chaque manifestation pacifique, la police, qui s'est « macoutisée » (qui s'appuie sur la corruption, tout en faisant usage de la violence contre les opposants et les civils, ndlr), réprime violemment ; et la communauté internationale ne dit rien. Je rappelle que c'est la communauté internationale et certaines ambassades qui sont intervenues pour exiger un nouveau décompte aux élections de 2011, ce qui a permis à Michel Martelly de participer au second tour des élections et d'installer le PHTK au pouvoir. C'est encore elle qui a validé l'élection de Jovenel Moïse. Cela fait quasiment dix ans que la communauté internationale et le PHTK travaillent main dans la main.

85% des diplômés universitaires quittent le pays. Comment expliquez-vous cette hémorragie des cerveaux ? De quoi est-elle le symbole ?

Ce n'est pas nouveau. Le XXe siècle a vu le départ de nombreux cadres car la dictature des Duvalier avait chassé beaucoup de monde. Dans la gestion de l'après Duvalier, les mauvaises politiques influencées par la communauté internationale ont appauvri les classes moyennes et détruit les derniers ressorts d'une économie nationale déjà chancelante. Cette situation condamne les cadres à une précarité leur laissant pour seules options le départ ou la corruption. Pour un jeune cadre, rester en Haïti sans se salir relève de l'héroïsme.

On sait qu'à l'échelle de la planète la crise environnementale est particulièrement inquiétante. Est-ce que celle-ci vous préoccupe concernant Haïti ou les enjeux sont-ils d'abord ailleurs ?

Personnellement, j'ai tendance à ne connaître que des problèmes sociaux. S'il y a quelque chose à penser sur les problèmes environnementaux, ce ne peut être qu'en lien avec des problèmes sociaux. Pauvreté, privation, production à zéro, conditions d'existence déplorables, coupures régulières d'électricité, la liste est longue ! Les gens s'intéressent d'abord à améliorer leurs conditions d'existence et n'ont pas les moyens d'un quelconque angélisme. Ce n'est pas que les questions sur les problèmes environnementaux ne les interpellent pas, car Dieu sait s'ils en subissent en première ligne : l'averse tue, l'insalubrité tue, la dégradation de la faune et de la flore est évidente, mais survivre au quotidien est d'abord ce à quoi ils pensent.

Quelle est la place de l'art et de la littérature dans l'émancipation et la contestation haïtienne ?

Je suis très prudent concernant la place éventuelle de l'art et de la littérature dans l'expression de la contestation et le processus d'émancipation. Le vieux mythe d'un peuple qui ne cesse d'avoir faim, qui n'arrive pas à se prendre en main politiquement, mais a le « talent naturel » pour chanter et danser, a quelque chose de profondément raciste caché sous la condescendance. L'art et la littérature sont le lieu d'expression de visions différentes. On a vu des artistes exercer un devoir pétitionnaire en tant que citoyens et dénoncer les injustices sociales. On le voit encore. On en a vu d'autres cautionner toutes les saloperies d'un système de quasi apartheid ou se construire mesquinement leur légende personnelle dans une indifférence totale aux problèmes sociaux. Mais on peut voir d'un bon œil qu'une majorité d'associations culturelles, de regroupements d'artistes et d'écrivains, s'opposent ouvertement à toute continuité de la catastrophe Jovenel Moïse et du PHTK et au soi-disant processus électoral engagé par un président qui dit : « Il y a deux chefs, Dieu et moi » et « Personne ne nous prendra jamais le pouvoir ».

Vous êtes un écrivain engagé, la situation actuelle vous inspire-t-elle ?

Je travaille à partir de la réalité, des éléments qui me paraissent mériter d'être donnés à lire et qui renvoient à l'éternelle question de la construction individuelle en relation avec la collectivité. Cela ne renvoie pas directement au politique. Donc, la situation politique actuelle ne m'inspire pas en tant que telle. Sauf à dire que le délabrement, la faim, les conditions matérielles d'existence de la majorité de la population, la violence au quotidien dont les citoyens sont victimes inspirent parfois le besoin de dire, de crier NON. Je suis, comme d'autres, habité par cette intranquillité, ce tourment de ne pas savoir s'il faut être dans la rue ou à sa table de travail, sachant en tout cas que ce n'est pas l'heure de faire le zouave, ni le paon.